



## **Lettre ouverte au Directeur de la DDFiP Morbihan**

---

Monsieur le Directeur,

Il ne vous a pas échappé que le climat social est marqué par une très forte augmentation des mécontentements des salariés et des fonctionnaires.

Dans cette lettre, nous souhaitons relayer l'inquiétude et la consternation des agents devant la mise à sac du Service Public, du statut général de la fonction publique d'Etat, des emplois et de l'exercice des missions.

A la DGFIP, toutes les missions sont impactées et menacées par une panoplie de mesures qui dégradent inexorablement nos conditions de travail, rendent la fiscalité de plus en plus injuste, sabrent les solidarités, minent le pacte social et nous déstabilisent dans l'idée que nous nous faisons de notre mission de service public, valeur qu'a déjà abandonnée notre haute hiérarchie !

A l'ordre du jour de ce CTL, vous continuez l'entreprise de démolition de la DDFiP du Morbihan.

Vous voulez fusionner les SIP de Lorient, de Vannes, les SIE de Lorient, de Vannes. C'est une hérésie.

Vous avez provoqué ces fusions depuis longtemps de par les multiples suppressions d'emplois, les fusions de secteurs ou d'IFU.

Vous regroupez les effectifs mais les charges restent les mêmes !

A notre sens, ces regroupements constituent un nouveau vivier de suppressions d'emplois !

Vous devez, à minima, constituer ces nouveaux services à partir du DUERP. L'autonomie, le soutien hiérarchique, les réunions de service etc. doivent être validés, sinon cela signifie que vous êtes indifférents aux conditions de travail des agents et de leurs encadrants !

Après les 4 suppressions de 2018, vous continuez le démantèlement des services publics de proximité : Baud, Carnac et Sarzeau sont voués à disparaître.

Il est clair que les derniers défenseurs du Service Public sont les agents et leurs représentants.

Au niveau de la Fonction publique, les fonctionnaires sont très inquiets suite aux récentes pistes de réforme présentées en groupe de travail le vendredi 25 mai par la DGAFP pour les Commissions administratives paritaires.

Nos organisations syndicales et les personnels mettent en garde le gouvernement et nos ministres sur toutes tentatives de remise en cause du paritarisme, sur une éventuelle transformation de l'architecture des CAP et sur une remise en cause de leurs prérogatives actuelles et enfin, sur une éventuelle mise en place d'une nouvelle sanction, qui serait non soumise à l'examen des CAP.

Ces propositions sont tout à fait inacceptables, nous laissent préfigurer une situation des plus explosive et remettent en cause le fondement même du dialogue social prôné pourtant par le gouvernement.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu que l'ensemble des représentants du personnel du Morbihan ont été mandatés pour boycotter ce Comité Technique Local. C'est une action supplémentaire, dans la période, dans le cadre d'un processus de luttes nationales et locales, de dénoncer la situation à la DGFIP.

**Nous exigeons de votre part, Monsieur le Directeur, des réponses concrètes et que vous transmettiez au plus vite les attentes et préoccupations des fonctionnaires de la DGFIP du Morbihan**

**Vous vous dites « ardent défenseur des conditions de travail », vous devez nous le prouver.**

**Ensemble, exigeons :**

- le maintien de l'ensemble de nos missions
- le maintien des droits statutaires et garanties pour les fonctionnaires
- le maintien des instances paritaires dans la Fonction publique
- l'arrêt des suppressions d'emplois
- la défense du collectif de travail et des conditions de travail
- la fin de la mécanique infernale qui déstructure notre administration
- l'ouverture de réelles négociations avec le ministre et la direction générale pour garantir notre avenir
- Une direction morbihannaise qui ne méprise pas les organisations syndicales représentatives

**NOUS RESTERONS MOBILISES, QUOI QU'IL ARRIVE , POUR LA DEFENSE DE NOS DROITS ET DE NOTRE SERVICE PUBLIC DES FINANCES PUBLIQUES !**